



## La crise a fait reculer l'immigration illégale en Europe (Frontex)

ATHENES, 1 oct 2010 (AFP) - La crise financière et l'augmentation du chômage ont conduit à une baisse de l'immigration illégale dans l'Union européenne, particulièrement visible au premier semestre 2010, a indiqué l'Agence européenne de surveillance des frontières extérieures (Frontex) vendredi.

"La crise financière et les changements dans le marché de l'emploi sont l'une des raisons essentielles de la baisse de l'immigration illégale en Europe", a déclaré Ilkka Laitinen, directeur général de Frontex, à l'inauguration à Athènes du premier centre régional de l'organisme, qui sera chargé de la surveillance des frontières extérieures de la Grèce, de l'Italie, de Malte et de Chypre.

Durant les six premiers mois de l'année, le nombre de personnes arrêtées pour entrée illégale dans l'UE était inférieur de 23,6% à celui du premier semestre 2009 à 40.977 contre 53.674, selon le dernier rapport de Frontex, rendu public vendredi.

Tous les indicateurs vont dans le même sens: au cours du deuxième trimestre, les entrées illégales recensées étaient en recul de 15% par rapport au même trimestre de 2009, le nombre de séjours illégaux de 23% et de demandes d'asile de 21%.

Durant cette période, les frontières grecques avec la Turquie sont restées le principal point d'entrée des clandestins en Europe, particulièrement pour les Afghans ou pour des migrants venus d'Asie ou du Maghreb et affirmant être afghans, a indiqué Frontex.

L'Agence, qui déploie désormais des patrouilles maritimes entre la côte turque et les îles grecques a observé un "déplacement rapide et brutal" des lieux de passages des frontières maritimes vers la frontière terrestre gréco-turque au nord du pays.

60% des interpellations sur cette frontière sont faites à Orestiada, à l'extrême pointe nord-est de la Grèce, dans la région de Thrace, qui est la ville qui subit la plus forte pression migratoire, selon Frontex.

"Nous devons étudier la situation un peu plus en profondeur mais nous sommes intéressés par un lien possible entre le développement de la politique de visas de la Turquie, et le lancement de liaisons aériennes à bas coûts entre l'Afrique du Nord et Istanbul" a déclaré M. Laitinen.